

supposent souvent que les secteurs à forte valeur ajoutée doivent payer des salaires ou réaliser des bénéfices supérieurs à ceux des secteurs à faible valeur ajoutée. Les premiers sont souvent fortement capitalisés, comme l'industrie pétrochimique. Dans ces secteurs, la forte valeur ajoutée par travailleur est compensée par des coûts en capital extrêmement élevés, de sorte que ni les salaires ni les taux de bénéfices ne s'écartent particulièrement de la normale. Dans d'autres cas, la forte valeur ajoutée reflète le capital humain; une formation poussée ou des qualifications de haut niveau. Par exemple, la productivité de la main-d'oeuvre dans la construction aéronautique est supérieure à celle de la fabrication de chaussures. Il y a une plus forte valeur ajoutée dans l'industrie aéronautique parce qu'elle utilise davantage de capital et (ou) des compétences et une technologie plus poussées que le secteur de la chaussure.

Supposons un instant que le capital investi par travailleur soit élevé dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Pouvons-nous alors soutenir qu'un pays peut accroître son revenu national en favorisant l'expansion de ces secteurs? Nous savons que si un pays accumule du capital, il s'enrichira certainement et transférera sa structure industrielle des industries travaillistiques vers des secteurs capitalistiques. Cependant, ce transfert n'exige pas de politique gouvernementale spéciale, car il sera une conséquence naturelle des forces du marché qui réagissent à la disponibilité de capital.

Que se passerait-il si un pays subventionnait ses secteurs de l'industrie capitalistiques? Toutes choses étant égales d'ailleurs, un montant donné de capital permettra d'employer moins de travailleurs dans les secteurs capitalistiques que dans les autres. Par conséquent, un transfert du capital vers l'industrie capitaliste tendra initialement à réduire l'emploi. Même si le chômage finit par disparaître grâce à une baisse des salaires réels qui incite tous les secteurs à remplacer le capital par la main-d'oeuvre, l'augmentation initiale du chômage n'est guère le résultat escompté d'une politique industrielle.

Cette politique industrielle accroîtra-t-elle le bien-être national? La réponse est non, à moins qu'elle ne continue à corriger certains échecs des mécanismes du marché. Si les mécanismes du marché fonctionnent bien, l'attribution initiale des ressources sera déjà optimale, et la répartition favorisée par le gouvernement ne peut pas l'améliorer. Une étude a révélé que, de 1980 à 1984, la rémunération d'un travailleur type dans un secteur fortement axé sur l'exportation était supérieure d'environ 8 p. 100 à celle versée dans un secteur concurrent axé sur l'importation. Toutefois, selon une étude récente, les preuves dans les secteurs de l'industrie où la rémunération est élevée, comme les secteurs américains de l'automobile et de l'acier, n'étaient pas l'argument en faveur d'une politique industrielle. Le salaire supérieur peut même